

# Préface

Economie et diplomatie : c'est à la rencontre de deux sphères à la fois distinctes et étroitement interdépendantes que ce numéro des *Carnets du CAP* est consacré.

Il s'agit de sphères distinctes, car elles renvoient à des référents, des modèles, des administrations, des activités, et finalement, des logiques de nature différente. Mais, des sphères étroitement interdépendantes, quel que soit l'horizon considéré.

Dans le temps court, la défense et la promotion des intérêts économiques est un élément central de l'action extérieure, auquel les diplomates consacrent une part significative de leur activité, à la fois vecteur d'influence et contribution à la prospérité nationale.

A long terme, le "nombre" et les "ressources", pour citer Raymond Aron (*Paix et Guerre entre les nations*), demeurent des indicateurs primordiaux de la puissance tout court. La puissance économique, mesurée par la richesse économique mais aussi par le dynamisme, l'inventivité, constitue le socle sur lequel les Etats basent leur influence dans le monde. Elle détermine largement leurs capacités militaires, leur *hard-power*. Mais elle sous-tend aussi leurs capacités d'influence, leur *soft-power*. Elle permet l'existence de puissances civiles, qui font avancer leurs intérêts dans le monde au premier chef par la mobilisation pacifique de leur ressources, par la promotion de normes, par l'aide au développement ou à la reconstruction dans les zones de conflits....

Mais, il existe aussi des "surprises", des événements inattendus comme la crise financière économique et financière, et avant elle, la crise asiatique ou la crise des années 1930, porteurs d'effets déstabilisant pour l'ordre économique et bien au-delà, pour la distribution de la puissance et l'ordre international.

Dans l'article introductif de ce dossier, Patrick Allard montre que, le plus souvent, l'alignement prévaut naturellement entre *intérêts diplomatiques et intérêts économiques*. Ainsi, les priorités de la politique étrangère de la France sont une contribution à la prévention des risques sécuritaires associés à la crise économique et financière. Les efforts de la France en faveur de la réforme de la gouvernance mondiale sont aussi une contribution au renforcement de la sécurité internationale. Cependant, il y a des cas où les responsabilités assumées en matière de stabilité internationale et les enjeux de sécurité nationale et globale doivent prendre le pas sur les enjeux économiques et où le recours à des sanctions économiques peut être légitime et efficace.

Dans les articles suivants, j'analyse, avec Patrick Allard, *les conséquences géopolitiques de la crise financière et économique* qui a frappé l'économie mondiale et les grandes lignes d'un "compromis historique" entre les puissances établies et les puissances émergentes pour réformer la gouvernance mondiale tandis que Pierre Duquesne jauge *la performance de différents acteurs au regard de leur réaction à la crise*.

Xavier Rey décrypte *la diplomatie énergétique de la Russie*, centrée autour des enjeux de la distribution du gaz russe et d'Asie centrale par Gazprom. Pierre Duquesne expose ses réflexions sur *le rôle de l'aide internationale dans les situations de conflits*, en s'appuyant sur l'expérience française des conférences internationales de donateurs concernant l'Afghanistan, le Liban et les Territoires palestiniens.

Manuel Lafont Rapnouil s'interroge sur *la contribution du "doux commerce" à la paix entre les nations*, en partant d'une analyse statistique des effets des échanges commerciaux bilatéraux et mondialisés sur la probabilité de conflits armés entre pays voisins.

Le dossier sur les relations entre l'économie et la diplomatie se clôt sur une réflexion de Christophe Pipolo sur *les enjeux d'une politique étrangère des espaces maritimes*.

## Préface

En marge de ce dossier, on trouvera quelques *varia*, traitant d'autres problématiques abordées dans des notes récentes de la direction de la prospective.

Au chapitre "actualité", une analyse de *l'alternance politique au Japon* nous est présentée par Guibourg Delamotte. Le parti Libéral démocrate perd le pouvoir, après 60 ans d'exercice continu, au profit du parti démocrate.

Dans la rubrique "éclairage", Pierre Thénard pose un regard inspiré sur les rapports entre *le président Barack Obama et l'islam*, à travers une lecture critique du discours du Caire, cadre choisi pour ce qui est considéré, à juste titre, comme un texte fondateur.

En rubrique "Focus", un examen des possibilités de coopération judiciaire entre les Etats-Unis et l'Union européenne, à partir du cas des détenus du *camp de Guantanamo*, est co-signé par Alexandra de Hoop Scheffer et Fabien Menant.

Les "mots de la diplomatie" se penchent cette fois, sous la plume de Christophe Pipolo, sur l'usage croissant et varié du mot "*sécurité*".

Enfin, dans la rubrique "relecture", une note écrite en 2004 par Patrick Allard traitant *des changements climatiques comme menace pour la sécurité des Etats*, une problématique qui n'a fait que se développer au fur et à mesure que la conscience des risques liés au climat se renforçait au sein de la communauté internationale et dans les opinions publiques.

Bonne lecture !

**Pierre Lévy**

Directeur de la prospective